

ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **(R)**ESISTENCIA VENCERA

No 32

mai 1978

25¢

Les nouvelles manoeuvres de Pinochet

Durant le mois d'avril, la Junte militaire fasciste (JMF) s'est efforcée de donner une "nouvelle image" à son gouvernement discrédité.

Le 14 avril, Pinochet a procédé à nommer un nouveau cabinet, dans lequel la majorité des ministres sont des civils partisans inconditionnels du régime, ayant à leur tête Sergio Fernandez (ministre de l'Intérieur).

Pinochet a ensuite annoncé au pays une série de mesures qui selon lui visent à faire avancer l'étape de la "réintégration de la constitutionnalité".

Ces efforts de Pinochet pour montrer une plus grande prédisposition du régime à faire certains changements minimaux ne sont d'aucune manière motivés par sa bonne volonté, mais répondent à la situation délicate que traverse son régime. D'une part, les pressions impérialistes s'intensifient ces derniers mois concernant les droits de l'homme. Sur cette question on se rappelle que les Etats-Unis furent un des promoteurs du vote aux Nations unies qui a sanctionné la dictature à la dernière session où ce problème fut débattu. Aussi, les enquêtes sur le cas Letelier ont refroidi encore plus les relations entre Pinochet et le gouvernement américain, lequel a même menacé de retirer son ambassadeur si la satisfaction n'était pas donnée à l'exigence du département américain de la Justice. Ces pressions exercées contre le dictateur ont lieu dans le cadre de la nouvelle stratégie impérialiste qui tente de remplacer quelques-uns de ses anciens laquais par d'autres serviteurs maquillés en "démocrates".

Cependant, ce ne sont qu'une partie des problèmes qui font face au tyran. La situation internationale lui fait aussi passer de mauvais moments. Les problèmes frontaliers avec l'Argentine ne sont pas encore réglés et la récente rupture des relations avec la Bolivie a empiré sa situation.

Un autre aspect important qui a obligé Pinochet à adopter ses mesures est la division qui existe au sein de la junte et dans les forces armées. Ces divisions s'accroissent ces derniers temps. C'est ainsi

que Gustavo Leigh a parlé d'une formule de "retrait des quatre membres de la junte et leur remplacement par des gens nouveaux" et qu'il a manifesté sa préoccupation pour la "lenteur" relative qui caractérise le retour à l'"institutionnalité", etc. Cette prise de position de ce membre de la junte lui a coûté les attaques de la part de Pinochet et de ses partisans inconditionnels, lesquels l'ont accusé d'être "pressé".

Mais ce n'est pas seulement avec les forces aériennes que le dictateur a des problèmes. Dans l'armée elle-même se manifestent les courants qui exigent le retrait de Pinochet. Cela s'apercevait à partir des informations qui ont filtré des accords adoptés au dernier conseil des Corps de généraux tenu le 28 mars passé. A cette réunion s'est tenu un vote d'appui à Pinochet et à la continuation de son gouvernement. Le résultat de ce vote n'a pas fait tellement plaisir au tyran puisque seulement dix-sept généraux ont voté en faveur et treize ont voté contre.

Le résultat de cette réunion fut la remise d'un memorandum dans lequel sont spécifiées les mesures à mettre en pratique pour le retour à l'"institutionnalité" que Pinochet a annoncées quelques jours plus tard, comme le "cabinet civil", l'"amnistie générale", etc.

A tous ces aspects qui montrent la détérioration du régime et ses querelles internes, s'ajoutent les démonstrations de mécontentement de tous les secteurs des travailleurs et du peuple en général qui augmentent de jour en jour leur lutte et sont unis dans la Résistance, portant de durs coups à l'appareil fasciste.

Pour résumer, on peut dire que même si les tentatives faites par Pinochet pour s'assurer au pouvoir l'ont conduit à réaliser quelques changements, tant dans l'appareil du gouvernement que dans d'autres secteurs, la situation n'a absolument pas changé et il continue à tirer les ficelles de tout l'appareil; à cause de cela les contradictions que nous avons signalées se maintiennent et se développent.

* * *

40P. 8851

Les militaires chiliens et l'insécurité nationale

Les nouvelles inquiétantes qui nous arrivent du Chili quant à la situation de tension qui se développe avec les pays frontaliers, depuis la rupture des relations diplomatiques avec la Bolivie d'une part et avec la non-reconnaissance brutale du gouvernement militaire argentin de la décision arbitrale sur le litige du canal Beagle, nous obligent à examiner la situation actuelle du Chili pour affronter l'éventualité d'un conflit armé. Nous nous limiterons en cette occasion à un examen général sans toucher aux aspects nettement militaires que nous laisserons pour une autre occasion.

Traditionnellement, on considère les armées nationales comme les garants des frontières et de la souveraineté du pays. A cette tâche traditionnelle des forces armées, les principaux Etats d'Amérique latine ont ajouté, sur indication de leurs conseillers du Pentagone de Washington, le cumul d'actions politiques et de doctrines, qui sont englobées dans le concept de Sécurité nationale, tel qu'analysé dans le livre récent de J. Cemblin: *Les militaires en Amérique latine et la doctrine de la sécurité nationale*.

Nous ne discuterons pas ici de la validité des thèses de la soi-disant "sécurité nationale" qui devrait plutôt s'appeler "sécurité pour les entreprises transnationales", mais nous nous limiterons à analyser ce que signifie pour la véritable sécurité du Chili l'application de la politique réactionnaire et anti-populaire du régime fasciste et qu'est-ce qui se cache sous le nom de "sécurité nationale".

Affaiblissement de l'économie et affaiblissement de l'industrie nationale

Toute la politique réactionnaire des "Chicago Boys" tendant à servir les intérêts de l'oligarchie terrienne et des grands monopoles nationaux d'une part et des grandes entreprises nationales d'autre part, a mené l'économie chilienne à un état de prostration comme elle n'en avait pas connue dans toute son histoire. Un chômage permanent supérieur à 20 pour cent de la force de travail; plus de 30.000 entreprises en faillite; la quasi-totalité de l'industrie manufacturière et métal-mécanique quasi-paralysée, devant l'impossibilité de concurrencer avec les produits similaires provenant de nations hautement développées d'Europe, d'Amérique du nord ou du Japon (1); plus de 40 pour cent des ingénieurs, techniciens et professionnels sont obligés de quitter le pays pour chercher du travail mieux rémunéré dans d'autres pays; une université dont les centres de recherche ont été complètement démantelés, faute de budgets, de stimulants et de chercheurs et qui n'est pas en condition de fournir un appui scientifique au développement économique. Tout ceci configure une situation de fragilité interne d'un niveau extrêmement critique devant l'éventualité d'avoir à affronter une situation de conflit armé avec les pays voisins.

Un pays avec une population divisée socialement et complètement coupée et opposée aux groupes dirigeants

Le Chili dans son étape d'évolution démocratique, le siècle passé et actuel a vécu également des situations de tension internationale comme celle que nous affrontons aujourd'hui. Cependant, malgré les différences politiques, premièrement entre les pipiolos et les pelucorios, plus tard entre la gauche et la droite le pays s'est toujours trouvé uni face aux conflits externes. Ce fut le cas des expéditions contre la Confédération Pérou-Bolivie qui culminèrent avec le triomphe de Yungay en 1838 premièrement, et plus tard, durant la Guerre du Pacifique de 1879-81. La nation entière se trouva dirigée par la section de la bourgeoisie alors gouvernante, plus encore, elle fut capable de mener de l'avant un processus électoral qui culmina avec un changement dans les forces politiques qui gouvernaient sans que ceci n'affaiblisse le moins son unité face aux forces du Pérou et de Bolivie. Ce fut aussi le cas de tensions avec l'Argentine, au début du siècle, sur la domination du détroit de Magellan.

Cependant, aujourd'hui la situation est complètement différente. Les massacres des ouvriers, des paysans, du peuple et des étudiants perpétrés par les forces armées immédiatement après le coup d'Etat

militaire, la brutalité de la répression pratiquée, l'esprit de revanche contre tant de patrons, qui dans certains cas laissèrent sans travail et dans certains cas firent détenir des milliers et des milliers de travailleurs, ont créé une abîme entre les classes sociales tel qu'on peut affirmer que l'esprit de solidarité et d'"unité nationale" dont pouvait se glorifier dans le passé la classe dominante chilienne a été complètement brisé. En 1879, les mineurs et les paysans combattirent dans l'aride désert du Nord pour défendre les intérêts des industriels et des banquiers chiliens (et Anglais) avec une ardeur inégalable. La lutte de classes n'avait pas traversé ses phases plus aiguës, une conscience de classe ne s'était pas encore formée parmi les travailleurs. Est-ce que les classes dirigeantes chiliennes sont en mesure aujourd'hui de demander la solidarité et des sacrifices aux ouvriers humiliés et sans droits, aux centaines de milliers de chômeurs? Peuvent-ils aujourd'hui distribuer des armes pour défendre leurs intérêts sans courir le risque qu'il se produise des insurrections ou des désertions, comme celles que connut l'armée tsariste en Russie en 1917? Ce sont ces interrogations que se posent aujourd'hui les Etats-majors non seulement du Chili, mais aussi des nations limitrophes.

Augmentation de la dépendance extérieure

La politique de libéralisation des importations qui a provoqué la quasi-destruction de l'industrie nationale a aggravé encore notre situation de dépendance des fournitures de l'extérieur. Le déséquilibre continu de la balance commerciale, aggravé dans le cas du Chili par la baisse du prix du cuivre et la hausse de 400 pour cent du prix international du pétrole, a obligé le gouvernement militaire à augmenter l'endettement du pays à des degrés jamais vus. Le Chili est le pays le plus endetté de tous les pays classés comme de "revenus moyens" (2) tant en fonction de sa capacité d'exploitation qu'en fonction de son Produit national brut.

Tout comme les banques se montrèrent réticentes à accorder de nouveaux crédits aux personnes qu'elles savent fortement endettées et qui sont obligées de recourir à des usuriers, le gouvernement chilien également a toujours plus de difficultés à obtenir de nouveaux crédits dans les organismes internationaux de crédit. La situation aiguës aux extrêmes pourrait signifier que le pays doit remettre des garanties d'ordre politique pour subsister financièrement. La dépendance atteint des limites intolérables et hautement dangereuses pour l'indépendance nationale. Un conflit armé coûte cher, nécessite de nouveaux crédits. Pour les obtenir, quel prix pourront-ils demander? Quel type de concessions devra-t-on accorder?

Un pays isolé diplomatiquement

La très mauvaise image du gouvernement militaire chilien est connue au niveau international. L'absolue méconnaissance du respect des droits de l'homme, dont elle a fait grand étalage durant 4 ans et demi, ne peut être effacée par les récentes, partielles et tardives amnisties concédées il y a quelques semaines aux prisonniers politiques "officiellement existants". D'autre part, il est difficile de faire oublier le climat de terreur qu'a imposé la DINA au Chili et qu'elle maintient actuellement par le même organisme rebaptisé "Centre national d'information" (CNI). Les milliers de disparus sont invoqués à l'échelle internationale où le gouvernement chilien envoie ses représentants. A trois occasions, lors des réunions des Nations Unies, le gouvernement du Chili a été condamné par la communauté internationale. Qui sont les amis du Chili sur le terrain diplomatique aujourd'hui? C'est une question difficile à répondre si nous nous en tenons, par exemple, aux pays qui ont voté contre les résolutions condamnant le gouvernement de Pinochet aux Nations Unies (ONU).

Pas même les pays du continent américain, avec des régimes militaires, ne peuvent être assimilés à la condition d'"amis" ou d'"alliés". Face à l'éventualité latente du conflit qui a toujours existé avec les pays frontaliers, le Chili a cultivé traditionnellement des relations de coopération et de rapprochements avec le Brésil, pour "équilibrer" l'encercllement qu'il connaît par ses trois voisins qui ont des revendications territoriales. Cependant, malgré tous les

grands efforts déployés par la diplomatie chilienne, la réponse du Brésil ne peut être à ce moment plus froide, comme le démontre l'analyse récente publiée par un influent quotidien brésilien. L'explication de cette attitude se trouve dans le sentiment généralisé parmi les gouvernements d'Amérique latine et du monde entier, qu'il n'est pas possible de s'"associer" de quelque façon que ce soit, à un gouvernement de criminels descendus aussi bas que le commandement de l'armée chilienne. Pinochet et ses généraux sont vraiment fuis comme la peste dans le camp de la diplomatie.

Le Chili se trouve donc, à cause et grâce à ses commandants militaires qui théoriquement devraient être les garants de la sécurité de ses frontières, placé dans une difficile situation diplomatique, avec des voisins avides de revendications territoriales, d'une part; avec un autre qui se permet non seulement de ne pas reconnaître l'entente arbitrale librement décidée par les deux parties, mais qui de plus, de façon toute-puissante, détruit les

enseignes et symboles chiliens de souveraineté dans la zone du canal Beagle, réalisant même de grandes manoeuvres de guerre navale face aux îles chiliennes de la mer Australe.

Le peuple chilien est profondément séparé en différentes classes sociales. Jamais le pays ne s'est trouvé aussi faible et fragile dans une conjoncture internationale critique. Les militaires fascistes du Chili avec leur politique de "sécurité nationale" ont produit comme des apprentis-sorciers, la pire situation d'**insécurité nationale** qu'ait connue notre histoire.

1. Les droits de douane de protection ont été rabaisés à 10 pour cent de la valeur.

2. Selon la classification du Fond monétaire international (Brésil, Chili, Colombie, Corée du Sud, Costa Rica, Fidji, Guatémala, Guyannes, Malaisie, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Syrie, Chine Tunisie, Turquie, Zambie: entre 570 et 1,075 dollars américains par habitant)

* * *

Les "succès" économiques de la junte de Pinochet: Réduction de l'inflation

L'inflation a été un problème endémique de l'économie chilienne. Ses causes, amplement débattues par les économistes, sont fondamentalement structurelles et doivent être vues d'après les caractéristiques de notre condition de "sous-développement" et de dépendance.

Les dirigeants actuels de l'appareil économique chilien attachés à l'école Monétaire de Chicago, ont concentrés tous leurs efforts pour contrer l'inflation. Après leurs 4½ années d'efforts et de travail, nous pouvons dire qu'ils ont faits leurs "preuves", l'inflation qui a été de 375 pour cent en 1975 selon les chiffres officiels, est passé à 70 pour cent en 1977, aussi selon les chiffres émis par le même gouvernement. Les personnalités gouvernementales chargées de l'économie calculent avec optimisme que pour 1978, elle sera de 50 pour cent, c'est-à-dire, le taux d'inflation le plus haut enregistré au Chili dans les époques normales. Quel a été le coût de ce "succès" "remarquable"? D'une part un chômage qui atteint et dépasse les niveaux de la crise des années 29-31. Le chômage a augmenté, selon les chiffres de la dictature, de 13.2 pour cent (décembre 1977), mais en réalité, ce chiffre est de 25 pour cent approximativement. Si, aux chiffres officiels nous ajoutons les 175,000 ouvriers de l'"emploi minimum" (ceux qui sont affectés par le sous-emploi) et les inactifs qui désirent travailler, nous arrivons au chiffre désastreux de 21 pour cent selon une récente enquête de l'université du Chili (Revue Hoy, 15-3-78).

D'autre part, la politique de réduire le pouvoir d'achat des travailleurs, ajouté à la politique de libéralisation des importations, a fait que l'industrie manufacturière nationale se retrouve en voie de disparition, ce qui a amené, après chaque faillite ou fermeture d'usine (on dit qu'au Chili plus de 30,000 petites et moyennes entreprises ont cessées leur activité, soit par faillite, soit par incapacité financière), plus de chômage et une nouvelle impulsion avec les nouvelles mesures de libéralisation des importations. En accord avec ces mesures, les droits de douane qui protègent l'industrie chilienne seront réduits à seulement 10 pour cent.

La destruction de l'industrie manufacturière nationale pour ouvrir le marché intérieur aux manufactures étrangères

L'industrie manufacturière chilienne s'est développée à partir de la crise du salpêtre sous l'impulsion de la nécessité de substituer les importations, provoquée par la chute drastique de l'entrée de devises provenant de l'exportation du salpêtre. Pour cette raison, sa structure se constitue pour satisfaire seulement les nécessités du marché intérieur, petit et sans exigence de compétition avec des produits étrangers similaires. Il est reconnu qu'il est économiquement impossible de penser développer une production, capable de concurrencer avec les grandes unités de production de pays industrialisés quand se crée une petite usine pour couvrir les besoins du marché intérieur d'un petit pays comme le Chili. Les coûts de production des petites unités sont plus élevés, phénomène qui se rencontrent dans de nombreuses économies

d'échelles ce qui ne peut être ignoré par les "économistes" de la Junte militaire.

A partir de ça nous pouvons affirmer qu'existe l'intention délibérée de détruire l'industrie nationale, qualifiée par le "gang de Chicago" comme inefficace, parce qu'incapable de produire à des prix et à des niveaux de qualité similaires à ceux de la grande entreprise nord-américaine. Ainsi s'ouvre un processus inverse à la substitution des importations. Maintenant les manufactures américaines qui se substituent à la production nationale, ouvrant une énorme brèche, par où s'échappe les rares devises que le Chili obtient principalement par la vente de ses exportations de cuivre.

L'augmentation des exportations

Un autre des "succès" exhibé par le "gang de Chicago" dans sa gestion économique est l'augmentation des exportations à l'exception du cuir. A ce sujet, il est nécessaire de dire que sous les gouvernements antérieurs les principaux efforts d'investissements étaient pour développer ce type d'exportation dans lesquels notre pays présente des avantages comparables. Citons le cas de l'industrie de la pulpe et papier, de l'industrie des conserves et des fruits, les explorations de minerais de fer. D'autre part, les exportations d'acier par exemple, représente contrairement aux apparences, une perte pour le pays parce que ces dites exportations ne sont possibles que par la fixation d'un taux de change réel. En réalité c'est vendre sous le coût de production. Cette situation fait qu'il n'est pas impossible de penser, avec cette politique anti-patriotique, à la fermeture de l'aciérie de Cap (compagnie d'acier du Pacifique) à Huachipato, réduisant l'activité chilienne en ce domaine à la simple exportation de minerai de fer.

Les exportations de produits agricoles sont seulement possible par la quasi inexistence du marché intérieur. Sous ces conditions, il ne reste seulement comme recours qu'exporter. Par exemple, l'industrie de la construction était un important consommateur intérieur de bois. Actuellement, avec la construction semi-paralysée, il n'y a plus de marché intérieur pour la production du bois, les producteurs n'ont d'autre recours pour survivre qu'exporter. Par contre, pour exporter on doit être compétitif. Comme les équipements et les machines des aciéries sont anciens, la production est basse. L'unique façon d'être compétitif sur le marché international est d'abaisser les coûts intérieurs dont le principal est le salaire des travailleurs. La réduction réelle des salaires et la superexploitation en sont la conséquence obligatoire. Ceci est un autre des résultats du "modèle d'exportation" développé par les économistes de la Junte fasciste.

L'équilibre de la balance des paiements

L'équilibre de la balance des paiements est autre des "gains" exhibés par les économistes de la Junte fasciste. Mais ce résultat qui voudrait impressionner l'opinion non-informée, n'en est pas moins

sinon une grossière falsification de la réalité. Une autre preuve de la basse moralité de ces individus disposés à justifier les crimes de la Junte militaire fasciste.

L'actuel "solde favorable" de la balance des paiements n'est rien sinon le résultat d'une opération par laquelle, d'un côté, on doit chargé le fort solde négatif des transactions avec l'extérieur et d'un autre côté les entrées provenant d'un nouveau prêt extérieur. Est-ce honnête, un solde positif en "caisse" quand augmente l'endettement, et quand nous sommes déjà endetté "jusqu'au cou"? La dette extérieure du Chili est une des plus élevée au monde, toute proportion gardée avec sa population et avec sa capacité d'exportation. Le pire est que les nouveaux emprunts contractés par la Junte ne le sont pas avec les grandes institutions de crédits internationales mais avec les banques privées. Ces crédits, comme

tout le monde le sait sont à court terme et à hauts taux d'intérêt, avec la conséquence, que le remède est dans le meilleur des cas "du pain pour aujourd'hui la faim pour demain" comme le dit un dicton populaire.

A chaque année, il sera nécessaire d'attribuer un pourcentage, à chaque fois plus fort de nos entrées de devises de paiement de la dette extérieure pour laquelle il sera nécessaire de contracter de nouveaux emprunts pour pouvoir couvrir le minimum nécessaire d'importation de biens et services indispensable. Ainsi nous continuerons dans une spirale infernale, augmentant d'années en année la dette extérieure hypothéquant de plus en plus l'indépendance du pays.

* * *

Propagande de la Résistance

Ci-dessous, nous reproduisons pour nos lecteurs un article publié pour les Noyaux de Résistance universitaire du Front du Peuple du Campus Oriente de l'Université du Chili, à l'occasion du début de l'année académique universitaire.

* * *

Camarades étudiants: Le journal *Liberacion* te salue à l'occasion du début des activités académiques et te souhaite la bienvenue dans le travail conscient de résistance que tu commences aujourd'hui. Nous nous trouverons une fois de plus, prêts à maintenir cette énergique et juste lutte et à impulser de multiples tâches.

En commençant nos activités étudiantes, nous devons voir clairement quel est le but de l'éducation actuellement et pourquoi nous devons la combattre, quelles sont les solutions immédiates que nous proposons; face à quoi nous devons nous unir, comment le faire et pourquoi.

C'est précisément pourquoi nous devons voir l'éducation et l'université comme partie intégrante de la politique réactionnaire qui commande dans notre pays, dont le but principal est de permettre que la classe économiquement forte ait accès à l'éducation et de se placer stratégiquement aux postes de direction, pour se perpétuer au pouvoir, les moyens d'atteindre cette classification, se sont matérialisés dans le caractère privée de l'éducation et spécifiquement à notre niveau, par l'autofinancement universitaire qui implique de payer dans les circonstances où la situation de la grande majorité est faible et n'est pas en condition de satisfaire sa capacité et ses intérêts intellectuels.

D'autre part, il y a la nouvelle institutionnalité qui porte atteinte à l'autonomie universitaire, impulse un système d'études rigide et

inopérant pour la réalité, où l'étudiant doit seulement étudier, au point d'être un être qui ne pense pas à la situation objective qui l'entoure; ils veulent le transformer en un membre du troupeau qu'ils font marcher.

C'est justement cette directive intéressée et mesquine contre tous les étudiants avancés que nous devons combattre durement.

La lutte face à ces problèmes doit se faire de façon organisée: pour cela, nous devons nous réunir en comités qu'ils soient clandestins, légaux ou semi-légaux respectivement de Résistance d'inscription ou de pétitions et mobiliser l'ensemble des étudiants en faisant de la propagande, des protestations à tout niveau, des réunions avec les autorités responsables, rendez-vous dans des lieux déterminés etc.

Affermir les organisations et obtenir des fruits concrets dans la pratique objective. Demandons des baisses, retardons le paiement et en général démontrons notre force et capacité de résoudre avec le peuple, les problèmes réels qui existent et dont les causes dérivent du système d'exploitation dans un pays comme le nôtre, dépendant de l'impérialisme américain.

Camarades étudiants: Nous te souhaitons sincèrement bienvenue dans le travail à faire à l'université en ce moment.

BOYCOTTONS LES INSCRIPTIONS!

JOINS-TOI AUX NOYAUX DE RESISTANCE UNIVERSITAIRE DU FRONT DU PEUPLE!

COMBATS TOI AUSSI LA POLITIQUE REACTIONNAIRE D'AUTOFINANCEMENT!

NRU-FP
Campus Oriente

Commémoration au Chili du 25e anniversaire de la Centrale unique des Travailleurs (CUT)

Au mois de février passé, coïncidant avec le 25e anniversaire de la Centrale unique des Travailleurs (CUT) du Chili, fut créé à l'intérieur du pays le Comité de défense des droits syndicaux auxquels participe Clotario Blest, un vieil et aguerri combattant syndical, fondateur et premier président de la CUT, qui, à l'occasion de l'anniversaire de sa fondation émit une vaillante déclaration publique, de laquelle nous reproduisons certains extraits.

"Il y a 25 ans, en février 1953, la classe ouvrière chilienne forgea avec enthousiasme son unité organique et d'action en jetant les bases pour la création de la Centrale unique des ouvriers chiliens. Cette unité, le Congrès de constitution convoqué par le comité pour l'Unité syndicale, l'atteint par un rassemblement gigantesque à la Place Bulnes de Santiago."

"Ce congrès fut présidé par l'auteur de ces lignes.

"Dans ce Congrès, les Commissions de travail furent nommées, parmi lesquelles mérite une attention spéciale la Commission pour la définition des Principes et Statuts qui fut dirigée par Eduardo Long A.

"Nous avons dit que la CUT a atteint son 25e anniversaire et qu'elle a existé de façon ininterrompue."

Plus loin le camarade Clotario souligne:

"La CUT continue de vivre et brûle dans le cœur de chaque ouvrier dans notre pays, malgré les coups et les défaites dont elle a souffert durant ces vingt-cinq années de lutte permanent, contre

une arrogante minorité dominante protégé par les gouvernements. Nous pouvons soutenir ceci avec une certitude absolue précisément devant une vague de terrorisme qui nous inonde. Bien sûr qu'il y a aussi, comme par le passé, des gens pleins de toutes sortes de déficiences, comme dans toutes les organisations où agissent les hommes. Des individus déclassés, des traîtres payés par les patrons et autres qui par leur trahison se préparent des postes hauts placés, comme par exemples les 'attachés culturels à l'Ambassade' ou comme 'envoyés spéciaux pour les affaires du Travail' devant les organisations étrangères. D'autres restent au pays, mais ils ne seront pas pris au sérieux par la classe ouvrière parce qu'elle connaît ce type de gens et elle sait qu'en tout temps ils se sont vendus au meilleur enrichisseur et que certains d'entre eux apparaissent comme 'conseillers du Gouvernement'.

"Dans cette lutte incessante contre les exploiters et leurs suiveurs, nous devons toujours avoir présent à l'esprit ces principes approuvés à diverses conférences internationales et qui disent:

"Que l'émancipation des travailleurs ne peut être l'oeuvre que des travailleurs eux-mêmes", et que 'la classe ouvrière unie est invincible'.

"Ces principes ont été pleinement confirmés par la vie de la CUT. Tandis que ses bases se maintinrent fermement unies et que ses dirigeants accomplirent leur mandat de façon honnête et concrète, personne n'osa attenter à son existence, et la liberté et la

démocratie furent respectées par tous, qu'ils soient civils ou en uniformes."

De plus, Clotario Blest termina sa déclaration en disant: "Après les douloureuses expériences vécues, nous sommes sûres que la classe ouvrière chilienne atteindra la victoire tant attendue et qu'elle l'assoiera sur des bases solides comme le roc, dans la liberté, la justice et la fraternité. A l'occasion du 25e anniversaire de la

fondation de la CUT, nous devons lui jurer l'accomplissement de cette promesse solennelle.

"En ce jour aux si nombreux souvenirs, je salue fraternellement tous les ouvriers de ma patrie et en particulier ceux qui à cause d'une injuste et inhumaine expulsion du pays, se sentent nostalgiques de leur cher pays."

* * *

Nouveaux faits dans le cas Letelier

La continuation des enquêtes sur l'implication d'agents de la DINA dans l'assassinat d'Orlando Letelier, a eu comme résultat une série de manœuvres surprenantes de la part du gouvernement fasciste qui tente de contester aux autorités américaines qui se sont montrées intransigeantes jusqu'à maintenant quant à l'éclaircissement ainsi que sur la participation qu'ont eue dans ce crime le capitaine de l'armée Armando Fernandez Larios et l'américain Michael Townley (voir ANCHA numéro 31, avril 1978).

Les manœuvres des généraux fascistes et leurs exécutions hâtives sont dues aux pressions du gouvernement des Etats-Unis qui avait menacé de retirer son ambassadeur à Santiago s'ils ne donnaient pas satisfaction à la Commission rogatoire envoyée au Chili par la Cour de justice par l'intermédiaire du Département d'Etat.

Une des premières victimes envoyées au sacrifice par le régime fasciste fut l'ex-chef de la DINA, le général Manuel Contreras Sepulveda qui fut obligé de présenter sa démission à l'armée. Par la suite ce sinistre personnage disparut de la vie publique, ce qui a ouvert la voie à diverses conjectures apparues dans la presse fasciste et qui vont du "suicide", à l'"assassinat" et jusqu'à l'"incarcération" de cet ancien fidèle gardien et exécuteur d'ordonnances de Pinochet.

Une autre "victime" abandonné à son sort a été l'agent de la DINA, Michael Townley. Celui-là, après avoir déclaré pendant dix heures devant le juge militaire ad-hoc, en vint à déposer devant le juge en chef du crime avec le capitaine de l'armée, Armando Fernandez Larios. Mais avant qu'il puisse le faire, il fut "expulsé" du Chili le 7 avril passé. Le motif de son expulsion se base sur le décret-loi no. 1049 "pour ne pas avoir de papiers en règle". Michael Townley fut remis aux agents du FBI et amené en moins de 24 heures aux Etats-Unis où il est toujours détenu.

A part cela, l'ex-agent de la DINA, maintenant en disgrâce fut aussi demandé par la Cour criminelle de Concepcion pour répondre de sa participation à l'assassinat du gardien du canal 5 de télévision de Concepcion, en juin 1973 (avant le coup d'Etat).

Enfin, toutes les accusations et l'abandon de ses "supérieurs" ont retombé sur l'américain qui "aime le Chili et hait les marxistes". Il est maintenant le bouc-émissaire qu'a trouvé Pinochet. Maintenant qu'il ne lui sert plus comme agent et laquais, alors il l'envoie purger ses peines, il se défait de lui comme d'un mouchoir sale. Ainsi, le fascisme croit utiliser la situation pour apparaître "coopératif" avec la justice américaine et tente de cacher sa responsabilité dans l'assassinat de Letelier, en tentant de faire passer inaperçue la participation au crime du capitaine Fernandez Larios.

Mais la mesure d'expulsion a levé le voile qui couvrait les activités de Michael Townley. Son épouse, Marianne Cillejas, chilienne, écrivain et fasciste a créé un grand remous avec ses déclarations. Dans l'une d'elles, apparue dans le quotidien de la Junte *La Segunda* du 10 avril 1978, il est dit:

"Jusqu'au dernier moment, il eut confiance dans la justice chilienne. Il avait un recours de protection comme possibilité, avant de sortir à l'extérieur. Mais ils l'ont sorti clandestinement. L'erreur est que mon ami était agent de la DINA et après du CNI. Il obtenait des appareils électroniques aux Etats-Unis, des matériaux sophistiqués qu'ont tous les services secrets, mais qu'ils devaient transporter clandestinement. C'est pour cela qu'il voyageait régulièrement à Miami.

"Ils ont utilisé mon mari. . . C'est terrible pour le Chili, . . . Il en sait beaucoup."

"Ce que je dis c'est que je ne connais aucun gouvernement qui

aurait laissé tomber un collaborateur honnête, fidèle. . ."

"Je suis sûre que le président Pinochet, les Hautes autorités ne savent pas qui était mon mari. Ce qu'il a fait et ce qu'il savait, . . . Dans le cas contraire ils auraient médité plus longtemps avant de l'expulser. . ."

Dans une autre entrevue Mariana Callegas, a raconté à la revue *Cosas* du 13 avril 1978.

"Je ne dois plus de loyauté à un gouvernement qui nous a trahit de cette façon. Mon mari a travaillé pour la DINA depuis la rébellion militaire jusqu'à ce qu'il soit expulsé du pays. Ils le mirent sous contrat pour ses connaissances en électronique. En principe ils le mirent en charge de travaux à réaliser à l'intérieur du pays. Des travaux ayant rapport à la révision, à la préparation d'équipement qui était utilisé à des fins de sécurité interne du pays et du président Pinochet lui-même."

Ces équipements ont été installés dans les lieux publics, dans l'auto du président, dans tous les lieux où on pouvait craindre quelque attentat, où on pouvait apprendre des informations secrètes."

"Quand mon mari su qu'il serait expulsé du pays, il a dit que nous avions tout perdu, que lamentablement le pouvoir judiciaire chilien n'a pas aujourd'hui même son autonomie. Tout c'est passé avec un arbitraire incroyable. Jusqu'au dernier moment il eut confiance envers la justice chilienne et ses supérieurs. Il n'était qu'un simple fonctionnaire qui accomplissait les ordres. Je peux assurer qu'il appartenait à la DINA, que cet organisme le payait et plus tard je montrerai à la presse une série de document qui l'accréditent.

L'énumération de toutes ces déclarations prendrait beaucoup de temps et d'espace et ce qui est mentionné ci-haut est suffisant pour montrer clairement et irréfutablement la participation de l'américain Townley à la DINA et aux atrocités que celle-ci commit et qu'elle continue de commettre sous son nouveau nom de Centre National d'Information (CNI). Dans cette véritable intrigue policière fasciste nous n'en resterons pas là. Nous connaissons encore plus les jours à venir de nouveaux faits. Ce qui est important c'est, qu'ont sorti à la lumière du jour les causes qui ont motivés la remise de Townley aux autorités américaines. Ces causes ne sont qu'en accusant la DINA de ces crimes, le gouvernement américain se forge une nouvelle preuve pour faire pression sur la Junte et pour se débarrasser d'elle car la figure du tyran et la gestion de l'actuel dictature, ne servent plus les nouveaux plans et la stratégie que l'impérialisme américain arrête pour notre pays.

Maintenant Pinochet ne les sert plus et il est nécessaire de lui chercher un remplaçant, de l'abandonner comme un objet gênant. Et Pinochet de son côté fait de même pour ceux qui l'ont servi aussi inconditionnellement.

Ce qui a été dit antérieurement est confirmé par le rapport fourni par le *New York Times* et qui résume ainsi les faits:

"Devant les délais des démarches au Chili, les enquêteurs ont menacé d'informer l'ambassadeur des E.U. à Santiago, Walter Landau de ce qu'ils savaient sur l'assassinat de O. Letelier."

Et selon le quotidien américain une confrontation serait inévitable pour améliorer l'image chilienne à l'étranger.

Immédiatement après, mercredi le 5 avril, Pinochet aurait communiqué aux autres membres de la Junte sa décision de remettre Townley. Selon le même quotidien, le procureur Eugène Propper, lui aurait envoyé les documents énumérants les évidences accusant Townley. Dans la nuit de ce jour, Pinochet s'adressa au



pays par la chaîne nationale de radio émetteur, et il affirma alors que; "Le gouvernement coopérerait à identifier le responsable quelque soit leur position et leur nationalité."

48 heures après, le ministère de l'intérieur dictait le décret no. 290. Face à cela jusqu'au fidèle représentant du fascisme et président de la cour suprême de la justice, José Maria Eyzaguirre déclara au quotidien *Ultimas Noticias* du 11 avril:

"Le gouvernement a outrepassé les facultés et attributions du pouvoir judiciaire en rendant effective la mesure d'expulsion de Michael Townley avant la fin du délai légal de 24 heures qu'avait

l'intimé pour en appeler."

Bien sûr à cette occasion comme dans beaucoup d'autre, ce sont les maîtres qui ont donné les ordres et pour être en bon terme avec eux, le fascisme ne tient même pas compte des opinions de ses marionnettes ni des lois qu'elles ont elles même inventé car ce qui est maintenant en jeu c'est sa survie.

**CONTRES LES CRIMINELS FASCISTES.
JUSTICE POPULAIRE!**

* * *

Les partis antifascistes parlent

MOUVEMENT D'ACTION POPULAIRE UNITAIRE (MAPU-CHILI)

Dans le no 7 de la revue *Unité prolétarienne*, organe officiel du MAPU-Chili à l'extérieur, se prononce à propos de la situation politique chilienne actuelle:

"Chaque jour, il est plus évident que personne ne nous fera cadeau de la liberté et encore moins du socialisme. Tout cela nous allons le conquérir par notre lutte, en organisant et en développant, de l'extérieur dans notre cas, politiquement et matériellement la Résistance populaire.

"C'est l'heure d'isoler et de renverser la politique d'illusions envers le gouvernement impérialiste de Carter ou envers la grande bourgeoisie freiste. Ces illusions subordonnent la résistance du peuple à ce qui peut résulter des contradictions au sein des classes dirigeantes et de cette façon, désarment encore plus le peuple et favorisent les plans de consolidation de la dictature."

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DU CHILI (PCR)

Dans son numéro 95 de mars 1978, le périodique clandestin *El pueblo* du Parti communiste révolutionnaire du Chili du problème de l'énorme dette extérieure du Chili:

"Cette année, le gouvernement militaire fasciste de Pinochet devra payer \$602.700.000 à cause de dettes extérieures aux impérialistes américains et d'autres pays. Cette somme correspond à ce qui doit être payée en dollars (73.1%), et le reste (26.9%) qui doit être payé en autre monnaie commercialement importante dans le monde."

Plus loin, l'article d'*El pueblo* souligne: "L'inflation, les bas salaires, les mises à pied, le chômage, l'"emploi minimum" etc. tout cela est converti en richesses (*lire pour les fascistes*) c'est le tribut que doit payer le peuple chilien au profit de l'impérialisme américain et de l'oligarchie. C'est ainsi que les fascistes payent la dette à l'impérialisme américain, son principal créancier, cet usurier qui ne lâche pas prise facilement."

"C'est la tâche du prolétariat et du peuple chiliens d'en finir pour de bon avec cette situation. C'est seulement avec le pouvoir dans ses mains qu'il pourra le faire. Cependant, le pouvoir ne s'obtient pas avec des votes ou avec la légalité bourgeoise. Le pouvoir politique s'obtient avec les armes à la main."

L'article se termine en disant: "La classe ouvrière et le peuple chilien n'a aucune dette envers les ennemis. Ce sont les fascistes, les impérialistes et l'oligarchie qui ont une dette de sang envers le peuple, dette qui devra être payée avec intérêts."

MOUVEMENT DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE (MIR)

Dans l'édition du numéro 17 du *Courier de la Résistance*, organe du MIR du Chili à l'extérieur, l'éditorial fait une analyse sous le titre: "L'avancement de la résistance au Chili exige le travail de l'arrière-garde" dont nous publions un extrait: "L'année 1977 et principalement son dernier trimestre a changé la face de la société chilienne. Le mouvement de masse et de la résistance chilienne

émergea avec une force autonome sur la scène politique chilienne. La lutte n'est plus restreinte au débat, à la lutte de différentes sections de la bourgeoisie pour se placer dans les positions privilégiées pour l'exploitation et l'obtention de bénéfices dans la nouvelle économie et dans le nouvel Etat monopoliste. Les travailleurs et le peuple avec les drapeaux de la résistance populaire resurgissent comme une force indépendante contre la dictature et pour la démocratie politique.

"Le reflux est du passé. Et le nouveau flux commence, lent mais qui démontre la capacité et les possibilités de lutte de la résistance et de la Révolution chiliennes."

PARTI SOCIALISTE

(COORDINATION NATIONALE DES REGIONS)

Nous publions un extrait d'une entrevue accordée à la revue colombienne *Alternative* par un membre de la direction de l'intérieur du Parti socialiste du Chili (coordination nationale des régions) lequel voyageait à l'extérieur pour accomplir les tâches du Parti.

Alternative: Quelle est la mission que vous devrez remplir à l'extérieur du Chili?

PS(CNR): Bon, je dois assister à la réunion mondiale des socialistes qui se trouvent momentanément en exil et qui adhèrent à la ligne du PS(CNR). C'est là une rebuffade au réformisme national et international qui prétend que la CNR continue d'être isolée de ses alliés et de son peuple. C'est la preuve majeure du fait que notre parti est vivant et qu'il croît et de plus qu'il représente la véritable tradition révolutionnaire du PS du Chili.

Pour terminer, nous aimerions exposer notre point de vue sur le processus de l'Amérique du sud. Nous considérons que le militarisme dans ses multiples formes et acceptations, développé en marge de la lutte de classes et isolé des masses (le foquisme et ses semblables) a échoué dans un vaste secteur de l'Amérique latine (Uruguay, Argentine, Bolivie et autres) mettant fin au cycle historique initié à partir du triomphe de la révolution cubaine.

D'autre part, et à l'autre extrême du spectre politique, le populisme et aussi le réformisme ouvrier dont l'expression maximale a été le gouvernement de l'Unité populaire au Chili (1970-73), ont conduit également de façon sanglante à la défaite des peuples et à l'avènement de régimes gorilles et fascistes qui retardent leur libération, signalant la défaite non équivoque des "voies pacifiques vers le socialisme". Pour cette raison, nous croyons que la conception classique du parti bolchévique, léniniste, enraciné dans la classe ouvrière et dans les grandes masses exploitées, inséré dans la lutte de classes et élevant dialectiquement son niveau de combativité, rejetant la conciliation de classes, dans la perspective claire de la révolution armée, la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat, recouvre sa pleine vigueur dans l'immense majorité des pays latino-américains."

**i el pueblo armado
jamás será aplastado!**



Solidarité internationale

FRANCE

Paris: Célébration du 45e anniversaire du Parti socialiste du Chili

Au mois d'avril passé, fut commémoré le 45e anniversaire du Parti socialiste du Chili. La coordination nationale et régionale du Parti socialiste organisa un important rassemblement le 21 avril à Paris.

Au cours de l'intervention principale un représentant du PS(CNR) souligna que son parti était à réaliser une importante phase de consolidation de ses structures, dans la difficile situation d'apprentissage de la lutte clandestine. Aujourd'hui le PS(CNR) a une organisation de parti à travers le Chili qui développe un important travail contre la dictature et qui coordonne son action avec d'autres partis et militants antifascistes. Le Parti s'est également renforcé à l'extérieur et il compte aujourd'hui des organisations dans plus de trente pays.

Par la suite, le camarade s'est référé le rôle protagoniste que doit jouer le prolétariat dans la lutte de notre peuple et de la nécessité d'analyser les expériences et de tirer les leçons de la période de l'Unité populaire. Il a critiqué durement la ligne que met de l'avant le Parti "communiste" chilien, insistant qu'elle a déjà coûté très chère au peuple chilien, le mythe de la "démocratie chilienne", soulignant clairement que le coup d'Etat ne fut pas un accident dans l'histoire de notre pays comme veulent nous le faire croire les réformistes.

Par la suite, le camarade socialiste s'est référé à la nécessité de renforcer la solidarité avec la lutte de résistance en indiquant que le chemin pour renverser la dictature est la lutte active contre elle et que dans cette lutte surgissent des nouvelles formes de combat et d'organisations. Il conclua son intervention par le slogan: **La Résistance populaire, seul chemin de lutte et de victoire.**

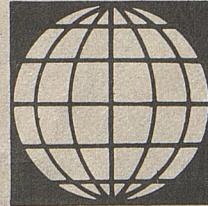
Lors du rassemblement des messages de salutation furent lus par le MIR, le MAPU, le PCR, la JRR (Troisième Congrès) et le **Front du Peuple**.

Mercredi le 25 avril, le **Comité Saint-Domingue en Lutte** a organisé une réunion à la Cité universitaire à l'occasion de la commémoration du 13e anniversaire de l'occupation militaire américaine (1965) en République dominicaine et de la Résistance armée du peuple dominicain contre les agresseurs impérialistes.

A cette réunion, assistait le Front du Peuple du Chili, porteur d'un message de solidarité combatif, lequel fut reçu par des applaudissements enthousiastes de l'assistance.

Les organisations et Chiliens antifascistes à Paris célèbrent ensemble le Premier mai

Un important pas vers l'unité des forces révolutionnaires chiliennes a été accompli le Premier mai et les jours précédents. En effet, le PCR, le MAPU, la JRR (Troisième Congrès), le PC(CNR) et le MIR ont coordonné leurs forces dans la préparation et la réalisation de la manifestation en lançant des consignes unitaires. De leur côté, quatre des ces organisations, le PCR, le MAPU, le JRR (Troisième Congrès) et le PS(CNR) ont signé et popularisé largement une importante déclaration conjointe à laquelle le Front du Peuple apporte son plein appui. Dans la marche unitaire des antifascistes chiliens (qui à son tour était partie intégrante de la colonne latino-américaine), le Front du Peuple participa en diffusant une grande quantité d'exemplaires d'une déclaration que nous reproduisons pour nos lecteurs, avec la déclaration conjointe des quatre partis antifascistes. (Voir le tract inséré dans ce numéro)



PORTUGAL

Entre le 5 et le 15 août prochains, aura lieu dans la région côtière de Peniche le **Festival International de la Jeunesse** auquel ont déjà annoncé leur participation de nombreuses organisations anti-impérialistes du monde entier parmi lesquelles on compte le **Front du Peuple du Chili**. Plus d'informations paraîtront dans le prochain ANCHA.

* * *

ABONNEZ-VOUS A "ANCHA"

Agence de Nouvelles antifascistes chiliennes
Publiée par la Branche extérieure du Front du Peuple
ANCHA paraît tous les mois en espagnol, en français, en
anglais, en allemand, et en italien



Nom _____
Adresse _____
Pays _____

Disponible de:

ANCHA
B.P. 59, Cedex 13 -
Paris 75623, France

Tarif d'abonnement:

En Europe: 1 an: 30 francs
abonnement d'appui: 50 francs ou plus
Ailleurs: 1 an: \$10.00
abonnement d'appui: \$15.00 ou plus
Prière d'envoyer tous les chèques
ou mandats postes à cette adresse
à l'ordre de **Bernard Guerrien**
(pas à ANCHA)

Les éditions française, anglaise et espagnole produites au Canada par le
Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne sont disponibles du:

Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne
B.P. 185, station Outremont,
Montréal, Québec, Canada
ou du: Centre national de Publications
B.P. 727, station Adelaïde,
Toronto, Ontario, Canada

Les tarifs d'abonnement aux éditions française, espagnole ou anglaise
produites au Canada sont de \$4.00 pour un an. Prix par exemplaire: \$0.25.

Veuillez faire tous les chèques ou mandats postes envoyés aux adresses
susmentionnées à l'ordre du Comité canadien d'Appui à la Résistance
chilienne ou à l'ordre du Centre national de Publications, respectivement.

Prière d'indiquer clairement vos nom et adresse ainsi que la langue dans laquelle vous souhaitez recevoir le bulletin.

nouvelles . . . nouvelles . . . nouvelles . . . nouvelles

L'“AMNISTIE GENERALE”: UNE NOUVELLE FARCE

L'“amnistie générale” décrétée par Pinochet n'est rien d'autre qu'une autre de ses manoeuvres tendant à gagner l'opinion publique tant nationale qu'internationale.

Cette mesure publicisée largement par ses discours et la presse fasciste cache entre les lignes une série de tricheries qu'il est nécessaire d'éclaircir.

Premièrement: Malgré qu'un nombre limité de prisonniers politiques ont été libérés après avoir purgé leurs peines, il y a malgré cela des centaines d'autres prisonniers politiques qui ont été condamnés sous des accusations de “délits économiques”, “vols”, etc. . .

Aussi cette “amnistie” ne se prononce pas à propos des 2,500 prisonniers politiques disparus. La junte a donné cette prétendue amnistie pour tenter de cacher tous ses crimes en laissant entendre qu'au Chili il n'y a plus de prisonniers politiques ni, pas le moins du monde, de disparus.

Deuxièmement: Le ministre de l'Intérieur, Sergio Fernandez, déclara que “la disposition affecte toutes les personnes qui sont considérées dans les dispositions de cette mesure, condamnées à ce jour.” C'est-à-dire que la mesure ne dit bénéficier qu'aux personnes qui ont été condamnées soit par les tribunaux militaires, soit par les tribunaux civils et qui se trouvent soit au Chili ou à l'étranger. Ne peuvent bénéficier de ces dispositions guère plus de 2,000 personnes.

Troisièmement: Les chiliens poursuivis par le fascisme et qui sont aujourd'hui en exil, et qui n'auront pas été condamnés ne pourront pas jouir de l'“amnistie”. Dans cette situation on trouve des dizaines de milliers de compatriotes.

Quatrièmement: Les personnes qui se trouvent à l'extérieur et qui désirent retourner au Chili pour bénéficier de l'“amnistie” sont obligés de remplir une demande qui sera par la suite envoyée au ministère de l'Intérieur lequel approuvera ou refusera la demande. Cette mesure se base sur le décret-loi no 81 promulgué par la junte en novembre 1973, seulement deux mois après le coup d'Etat et dans lequel est stipulé cette obligation qui condamne ceux qui ne feront pas cette demande et reviendront “illégalement” au pays à vingt ans de prison ou à la peine de mort. Le décret en question souligne que les gens qui reviendront au pays sous cette stipulation s'engagent à ne pas participer à la “politique”. Comme ce décret continue d'être en vigueur, le nouveau décret ne constitue donc pas une nouvelle mesure.

PAR CONSEQUENT, CETTE NOUVELLE FARCE NE DOIT PAS TROMPER PERSONNE ET IL EST IMPORTANT DE DENONCER LES MANOEUVRES QUE LE FASCISME REALISE ET QUI L'AIDE A MYSTIFIER SES CRIMES.

NOUVELLE MANIFESTATION DES FEMMES ET DES PARENTS DES DISPARUS

Le 25 avril, les femmes et les parents des disparus ont organisé une manifestation et un défilé à Santiago réclamant de connaître le sort de leurs époux et de leurs parents en portant des affiches et des photos où on pouvait lire: “Où sont-ils? Les reverrons-nous?” etc. Le défilé se déroula normalement jouissant de la sympathie et de l'encouragement des passants. Quand le défilé arriva aux alentours du ministère de l'Intérieur les manifestants furent agressés brutalement par les forces répressives qui procédèrent à l'arrestation de quatorze femmes et deux hommes.

EXXON REFUSE DE RECONNAITRE LES PROBLEMES ECONOMIQUES DES MINEURS DE “LA DISPUTADA DE LAS CONDES”

Les mineurs de la mine “La disputada de las condes” viennent de rendre public un communiqué dans lequel ils protestent contre les propriétaires actuels de la mine, le consortium multinational Exxon Mineral International et l'Entreprise nationale des Mines (ENAMI). Les travailleurs ont affirmé qu'ils ne permettraient pas qu'on ne reconnaisse pas leurs droits.

UNE BOMBE ECLATE AU DOMICILE DU RECTEUR DE L'UNIVERSITE TECHNIQUE

Le 26 mars, une puissante bombe de fabrication domestique a éclaté à la maison du recteur de l'Université technique d'Etat, Eugenio Reyes Tastets causant des dommages d'une certaine importance. L'attentat a été revendiqué par le Mouvement de Résistance.

CONFLIT ET LUTTE DES TRAVAILLEURS DE SANTIAGO ET CONCEPCION

Selon l'information du journal clandestin *El Pueblo* à Santiago les travailleurs de la compagnie d'importation et de distribution Fisk mènent une lutte pour empêcher les mises à pied alors que la compagnie se déclare en faillite. C'est un combat similaire que développe les travailleurs de la fonderie Liberté qui exige aussi la fin des mises à pied; fin des abus et des mauvaises conditions imposées par la compagnie; régularisation provisoire de la situation et le respect des conventions sociales et des droits.

De leur côté, les 400 travailleurs de la compagnie sud-américaine de phosphate COSAF de la ville de Concepcion affrontent, en luttant unis dans leur organisation, la faillite déclarée par les entrepreneurs.

* * *

Appui à la presse clandestine



ANCHA a lancé ces derniers temps une campagne d'appui à la PRESSE CLANDESTINE au CHILI. Concrètement, il s'agit de répandre l'idée d'appuyer économiquement la formation d'un grand nombre de petites imprimeries clandestines à l'intérieur du Chili. A cette fin nous publions le coupon suivant qu'on peut couper et envoyer en y joignant un montant en chèque au nom de Bernard Guerrien à l'adresse suivante: ANCHA, B.P. 59, Paris 75623, Cedex 13, France.

Camarades d'ANCHA, veuillez trouver ci-joint ma/notre contribution pour aider chaque Comité de Résistance à acquérir son propre atelier de propagande dans la lutte contre la dictature.

Nom
Adresse

- 10 francs (\$2.50) pour un rame de papier
- 20 francs (\$5.00) pour un tube d'encre à miméographe
- 50 francs (\$12.50) pour des stencils
- 100 francs (25.00) pour des règles et divers matériaux d'imprimerie
- 250 francs (\$62.50) pour une machine à miméographe “vietnamienne”
- 500 francs (\$125.00) pour un dactylographe
- 1000 francs (\$250.00) pour une machine à miméographe manuelle
- 1700 francs (\$425.00) pour l'équipement de tout un atelier élémentaire

1er mai: redoubler l'unité et la lutte des travailleurs et de la gauche chilienne contre la dictature

1. Le 1er mai, la classe ouvrière mondiale rendit hommage aux héros et martyrs qui à travers l'histoire ont payé de leur sang les conquêtes des travailleurs à travers le monde.

Les martyrs de Chicago assassinés par la bourgeoisie apeurée par l'avance de la classe ouvrière qui luttait alors pour obtenir la journée de 8 heures, montrent un chemin de combat et de sacrifice.

Aujourd'hui, le peuple chilien aura célébré pour la cinquième fois consécutive le 1er mai sous la dictature la plus féroce de son histoire. Cette dictature militaire imposée par le sang et par le feu par l'impérialisme yankee et la bourgeoisie monopoliste a soumis notre peuple à une exploitation sans limite, reprimandant et recherchant la liquidation du mouvement ouvrier et populaire.

2. Face à ces tentatives d'anéantissement de la dictature, le mouvement de masse a réagi et grossit progressivement à travers les mouvements de Résistance, commissions d'usines, conseils de paysans, commandos communaux et autres organisations de base. Chaque jour le nombre d'organisations clandestines, les actions de protestation et de lutte contre la dictature grandissent.

3. Aussi, quelques sections de la bourgeoisie sont opposées au régime de Pinochet cherchant à remplacer la junte militaire pour instaurer un remède de démocratie qui maintiendrait la structure actuelle de domination et de répression intacte garantissant ainsi la continuité de l'exploitation impérialiste.

4. Au Chili, la classe ouvrière, le peuple et ses organisations révolutionnaires rejettent la politique de subordination à la bourgeoisie et les fristes conduite par la direction réformiste de l'Unité populaire qui tend à favoriser ces manoeuvres. Par conséquent nous lançons l'appel de combattre cette politique boîteuse liquidatrice qui tend à conduire le mouvement populaire à un nouvel échec.

5. Nous lançons aussi l'appel à toutes les forces et sections

révolutionnaires à partir de ce 1er mai de redoubler le travail d'unité à la base avec tous les secteurs réellement démocratiques et anti-dictatoriaux chiliens pour approfondir l'isolement et la détérioration de la dictature et pour créer de meilleures conditions pour la prochaine bataille des travailleurs chiliens en vue de construire le socialisme au Chili.

6. C'est seulement en construisant et en développant les forces propices du prolétariat et du peuple que nous renverserons la dictature. Seule la lutte révolutionnaire de masse développera et aiguëra les contradictions au sein de la bourgeoisie et affaiblira et isolera la dictature pour assurer sa banqueroute et sa défaite finale.

AMNISTIE TOTALE ET INCONDITIONNELLE POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES ET LES EXILES!

SEULS LA CLASSE OUVRIERE ET LE PEUPLE VAINCRONT LA DICTATURE ET L'IMPERIALISME!

LA RESISTANCE POPULAIRE ET LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE EST LA SEULE VOIE VERS LA VICTOIRE!

CONTRE LA DICTATURE TERRORISTE DU CAPITAL IMPERIALISTE: REVOLUTION ET SOCIALISME!

VIVE LE PREMIER MAI!

VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN!

MAPU du Chili (France)

Jeunesse Radicale Révolutionnaire (JRR) (Troisième Congrès) du Chili (France)

Parti socialiste du Chili — coordination nationale des régions (France)

Parti communiste révolutionnaire du Chili (PCR) (France)

Pour contacter le
FRONT DU PEUPLE DU CHILI, écrivez à:
ANCHA, B.P. 59, PARIS 75623, CEDEX 13
FRANCE

1er Mai: Journée de lutte populaire

En ce 1er mai, journée internationale des travailleurs, le Front du Peuple du Chili, organisation unitaire de la Résistance populaire chilienne, rend hommage aux martyrs de Chicago et aux héroïques luttes des travailleurs et exploités de tous les coins du monde.

Au Chili, la junte militaire fasciste depuis son sanglant accession au pouvoir, il y a quatre ans et demi, a fait tous les efforts pour écraser quelque tentative que ce soit d'organisation, d'union et de lutte des travailleurs, en rayant d'un trait de crayon tous les droits et libertés syndicales et démocratiques, fruit de plusieurs décades de lutte de la classe ouvrière et des autres travailleurs de notre patrie.

En même temps qu'ils ont ravi à notre peuple ses conquêtes les plus chères, les fascistes ont tenté de fomenter le parallélisme syndical, dans le but évident de diviser les travailleurs, de les désorienter et de les empêcher de mener la lutte contre l'exploitation.

Les tentatives fascistes de promulguer un nouveau Code du travail et les lois de réforme de la sécurité sociale ont échoué bruyamment. Contrairement aux désirs des fascistes et défiant la terreur et la répression, les masses travailleuses de notre pays commencent à se remettre des coups reçus et un nouveau flux de la lutte populaire a commencé sa lente mais soutenue ascension dans les derniers mois de l'an passé et aux débuts de celui-ci. Jour après jour, se multiplient les grèves, les arrêts de travail, le sabotage de la production, les protestations et même les manifestations de rue. La presse et les organisations clandestines de la Résistance populaire prolifèrent rapidement à travers tout le pays, comme le reconnaît même la presse de la dictature, elle qui donne des informations constamment alarmées de découverte de tel ou tel groupe de Résistance.

Les comités de Résistance, les comités syndicaux clandestins, les noyaux de Résistance universitaires, les comités antifascistes des professeurs, le Front des artistes antifascistes, les comités du Front du peuple, etc. se fondent toujours plus étroitement aux masses, en généralisant leur combat et en frappant chaque fois avec plus de force et efficacité la dictature et ses laquais.

Durant ces années de dictature, les masses travailleuses chiliennes ont célébré combattivement les anniversaires de la Journée des travailleurs, en organisant des réunions clandestines ou

semi-légalement, en manifestant leur rejet de la dictature, en distribuant de la propagande clandestine dans les usines, les écoles, les champs et les quartiers, en lançant les consignes: **Vive le 1er mai! Pain, travail, terre et liberté! A bas la dictature! La Résistance vaincra!**

Cette ligne, celle de l'élévation systématique et permanente des niveaux d'organisation et de lutte du peuple chilien, vers la perspective du renversement de la dictature et de l'écrasement total du fascisme et de ses bases d'appui est la ligne du Front du peuple.

A l'opposé de cela, la ligne défaitiste préconisée et pratiquée par les opportunistes, tente de freiner la lutte des masses et de la maintenir dans les limites "modérées", en attendant des militaires réactionnaires la "libération", en se plaçant de cette façon à la queue des manoeuvres de Carter et de l'impérialisme américain et ses laquais chiliens qui cherchent anxieusement la "voie de rechange" qui leur permette de continuer le pinochétisme sans Pinochet.

Devant ces manoeuvres, le Front du peuple du Chili met de l'avant avec plus de force la Résistance populaire, le chemin de lutte sans compromis contre les ennemis du peuple chilien.

A l'extérieur, le Front du peuple accomplit les tâches de l'arrière-garde des camarades qui luttent au Chili, en les appuyant par la diffusion de leurs luttes, la dénonciation des crimes de la dictature, le développement de l'isolement politique, diplomatique, économique et sur tous les plans du régime de Pinochet, l'obtention d'aide politique, humaine et matérielle en solidarité avec la lutte de la Résistance, etc.

En ce 1er mai, le Front du peuple du Chili réitère donc sa promesse de lutter contre les ennemis du peuple chilien et lance l'appel à tous les révolutionnaires antifascistes et progressistes du monde entier pour appuyer la lutte du peuple chilien pour sa victoire véritable et définitive.

LA RESISTANCE VAINCRA!

Front du Peuple du Chili (à l'extérieur)

* * *
